

```
225 #wpstats { display: none; }
226
227 .sticky {
228   margin-bottom: 50px;
229 }
230
231 .sticky .content-inner {
232   margin-bottom: 0px!important;
233   padding-bottom: 0px!important;
234   border-bottom: 0px!important;
235   -o-box-shadow: 0 1px 2px rgba(0,0,0,0.3);
236   -moz-box-shadow: 0 1px 2px rgba(0,0,0,0.3);
237   -webkit-box-shadow: 0 1px 2px rgba(0,0,0,0.3);
238   box-shadow: 0 1px 2px rgba(0,0,0,0.3);
239   background-color: #fff;
240   padding: 25px!important;
241   position: relative;
242 }
243
244 .side-box {
245   padding: 10px 0;
246   margin-bottom: 10px;
247   border: 1px solid #CCC;
248   background-color: #E6E6E6;
249   text-align: center;
250 }
```

Les logiciels israéliens NSO et Pegasus représentent un danger actuel clair pour la démocratie dans le monde

Description

Par Eitay Mack, le 21 juillet 2021

Le logiciel espion Pegasus de NSO, une cyber-arme permettant le terrorisme d'État contre la société civile, a indigné le monde entier. En Israël, c'est la complicité ou l'indifférence totale qui prévaut.

```
225 #wpstats { display: none; }
226
227 .sticky {
228   margin-bottom: 50px;
229 }
230
231 .sticky .content-inner {
232   margin-bottom: 0px!important;
233   padding-bottom: 0px!important;
234   border-bottom: 0px!important;
235   -o-box-shadow: 0 1px 2px rgba(0,0,0,0.3);
236   -moz-box-shadow: 0 1px 2px rgba(0,0,0,0.3);
237   -webkit-box-shadow: 0 1px 2px rgba(0,0,0,0.3);
238   box-shadow: 0 1px 2px rgba(0,0,0,0.3);
239   background-color: #fff;
240   padding: 25px!important;
241   position: relative;
242 }
243
244 .side-box {
245   padding: 10px 0;
246   margin-bottom: 10px;
247   border: 1px solid #CCC;
248   background-color: #E6E6E6;
249   text-align: center;
250 }
```

« La violation du droit des colons israéliens – la création glacée – : L'outrage de Ben & Jerry est ce qui obsède la plupart des médias, du gouvernement et du public israélien depuis 24 heures, tandis que dans le reste du monde, les journaux font leurs gros titres sur la complicité de la société de surveillance israélienne NSO dans la persécution politique de journalistes, d'avocats, de politiciens et de militants des droits Humains.

Depuis 2017, lorsque lâ??implication du groupe NSO dans la persÃ©cution politique au Mexique a Ã©tÃ© exposÃ©e, il y a eu un flux constant dâ??enquÃªtes dans le monde entier sur ses autres violations des droits humains, et tous les quelques mois, de nouvelles conclusions ont Ã©tÃ© publiÃ©es.

Et en IsraÃ«l, il y avait, et il y a toujours, une indiffÃ©rence gÃ©nÃ©rale, tant sur la place publique que dans la sphÃ©re politique.

Une explication charitable de cette indiffÃ©rence en IsraÃ«l serait fondÃ©e sur la croyance (erronÃ©e) quâ??il sâ??agissait de cas isolÃ©s, exceptionnels, ou que les publications qui ont rÃ©vÃ©lÃ© les mÃ©faits Ã©taient intrinsÃ©quement Â« anti-israÃ©liennes Â».

Mais mÃªme aujourdâ??hui, alors que le flux dâ??informations sur le logiciel de NSO sâ??est transformÃ© en tsunami, en particulier son logiciel espion Pegasus (dont on pense quâ??il a Ã©tÃ© acquis par de nombreux gouvernements autoritaires comme arme espionne pour cibler les opposants politiques, les journalistes et les militants des droits de lâ??Homme), la dÃ©cision de Ben & Jerry de cesser de vendre ses produits dans les territoires occupÃ©s reste le sujet le plus discutÃ© en IsraÃ«l â?? et celui qui dÃ©clenche la plus forte indignation.

Peut-Ãªtre nâ??y a-t-il jamais eu de raison dâ??attendre autre chose dâ??un Ã©tat qui se dÃ©finit comme dÃ©mocratique mais qui, depuis 54 ans, tient des millions de Palestiniens en otage de ses caprices.

AprÃªs 12 ans de mandat de Benjamin Netanyahu en tant que Premier ministre, au cours desquels les militants des droits de lâ??Homme et les membres de la Knesset ont Ã©tÃ© traitÃ©s de partisans du terrorisme, les journalistes critiques considÃ©rÃ©s comme des ennemis du peuple et les Ã©lecteurs de gauche comme des traÃªtres, pourquoi le public israÃ©lien, qui sâ??est habituÃ© Ã© considÃ©rer les voix dissidentes comme des ennemis, se soucierait-il de ce qui arrive aux journalistes en AzerbaÃ©djan, en Inde ou en Hongrie ?

Si IsraÃ«l maintient des centaines de Palestiniens en dÃ©tention administrative, sans procÃªs tout le temps, pourquoi y aurait-il un tollÃ© si les nouveaux amis saoudiens et rwandais utilisent un systÃ©me du groupe NSO, nÃ© et Ã©levÃ© en IsraÃ«l, pour incriminer des militants de lâ??opposition afin quâ??ils pourrissent ensuite en prison ?

Le Premier ministre israÃ©lien Naftali Bennett, son ministre des Affaires Ã©trangÃ©res et dâ??autres ministres ont dÃ©cidÃ© quâ??il Ã©tait urgent et essentiel de condamner dans une vague dÃ©magogique unifiÃ©e la dÃ©cision de la marque de crÃªme glacÃ©e et ont mÃªme affirmÃ©, implicitement ou explicitement, quâ??elle alimentait lâ??antisÃ©mitisme et le terrorisme.

Mais ils conservent tous le droit de garder le silence sur lâ??octroi par le ministÃ©re de la DÃ©fense de licences Ã© NSO, qui servent en pratique de licences pour le terrorisme dâ??Ã©tat contre la sociÃ©tÃ© civile dans le monde entier.

MÃªme le Meretz, le parti qui a traditionnellement dÃ©fendu les droits de lâ??Homme, a perdu sa voix. Aujourdâ??hui installÃ© au gouvernement aprÃªs 20 ans dâ??exil dans lâ??opposition, avec deux portefeuilles gouvernementaux importants et une reprÃ©sentation au sein du cabinet des affaires Ã©trangÃ©res et de la sÃ©curitÃ© nationale, le parti feint dÃ©sormais lâ??innocence, ou

lâ??ignorance, et prÃ©fÃ©re rester muet plutÃ´t que de sÃ©inquier dÃ©une question
Ã« mineure Ã» telle que les droits de lâ??Homme.

Le Meretz a adoptÃ© le pragmatisme machiavÃ©lique du ministÃ©re de la DÃ©fense, qui, en accordant des licences au groupe NSO, donne la prioritÃ© au soutien dÃ©alliÃ©s douteux afin dÃ©annuler les rÃ©solutions dÃ©favorables Ã© IsraÃ©l dans les forums mondiaux Ã© au mÃ©pris des droits de lâ??Homme et du droit international.

CÃ©est un dÃ©clin lamentable pour un parti qui a un jour amenÃ© la Knesset Ã© rÃ©flÃ©chir Ã© sa conscience morale, en proposant de modifier la loi de 2007 sur le contrÃ©le des exportations de dÃ©fense pour y inclure une interdiction dÃ©exporter des biens ou des services qui pourraient Ã©tre utilisÃ©s pour violer les droits de lâ??Homme. LÃ©actuelle ministre Tamar Zandberg avait jadis dÃ©posÃ© une requÃ©te visant Ã© rÃ©voquer la licence dÃ©exportation du groupe NSO vers le Mexique.

Mais maintenant, le Meretz se contente dÃ©une demande de Ã« clarification Ã» de la part du ministre de la DÃ©fense Benny Gantz. Pourquoi ne pas exiger que Gantz gÃ©le immÃ©diatement toutes les licences dÃ©exportation de NSO ? De quelles autres clarifications Meretz a-t-il besoin ? Le Meretz irait-il demander au ministre des sciences des Ã« clarifications Ã» quant Ã© savoir si la Terre est ronde ?

Deux requÃ©tes ont Ã©tÃ© dÃ©posÃ©es devant les tribunaux concernant les licences dÃ©exportation de NSO. Une ordonnance de bÃ©cillonnement a Ã©tÃ© Ã©mise dans la dÃ©cision du tribunal du 20 mars 2018 sur lâ??exportation du systÃ©me de lâ??entreprise au Mexique. La prÃ©sidente de la Cour suprÃ©me israÃ©lienne, la juge Esther Hayut, et les juges Yosef Elron et Menachem Mazuz, qui ont entendu la requÃ©te, ont approuvÃ© la publication du seul fait quÃ©ils avaient rejetÃ© la requÃ©te visant Ã© bloquer les ventes au Mexique.

La juge Rachel Barkai, qui a entendu une autre requÃ©te suite Ã© la rÃ©vÃ©lation par Amnesty International dÃ©une tentative dÃ©attaque de lâ??un de ses membres avec le logiciel espion Pegasus, ne sÃ©est pas contentÃ©e de la rejeter, mais a choisi, dans son jugement du 12 juillet 2020, de rendre un hommage gratuit au ministÃ©re de la DÃ©fense pour son respect des normes en matiÃ©re de droits de lâ??Homme lors de lâ??octroi de licences dÃ©exportation de matÃ©riel de dÃ©fense.

Le systÃ©me judiciaire israÃ©lien a ainsi manquÃ© plusieurs occasions dÃ©empÃ©cher le NSO et le ministÃ©re israÃ©lien de la DÃ©fense de devenir un danger rÃ©el et actuel pour la dÃ©mocratie dans le monde entier.

Il y a deux semaines, les juges de la Haute Cour Alex Stein, David Mintz et Anat Baron ont rejetÃ© une requÃ©te visant Ã© rÃ©voquer une licence dÃ©exportation vers la Russie accordÃ©e par le ministÃ©re de la DÃ©fense au systÃ©me Cellebrite, qui a Ã©tÃ© utilisÃ© pour pirater les tÃ©lÃ©phones portables des militants de lâ??organisation anti-Poutine et anti-corruption dÃ©Alexei Navalny.

Les juges sont allÃ©s encore plus loin, bloquant toute nouvelle requÃ©te sur la question, en dÃ©cidant que la politique dÃ©exportation de la dÃ©fense, en tant que prÃ©rogative de lâ??Ã©tat, nÃ©est pas soumise Ã© un contrÃ©le judiciaire Ã© sauf dans des cas extrÃ©mes Ã« impliquant un abus dÃ©autoritÃ©, un conflit dÃ©intÃ©rÃ©ts ou une conduite extrÃ©mement dÃ©raisonnable. Ã» Il nÃ©est plus clair quÃ©il existe une voie passant par les tribunaux israÃ©liens pour lutter contre la

vente de cybertechnologies Ã des rÃ©gimes rÃ©pressifs.

Seul lâ??avenir nous dira si lâ??escalade de la pression internationale parviendra Ã modifier la politique dâ??exportation de dÃ©fense de lâ??Ã©tat dâ??IsraÃ©l pour lâ??armement des logiciels espions, pas plus que la pression internationale ne contribue Ã mettre fin Ã lâ??occupation. Il est clair que lâ??expÃ©rience passÃ©e nâ??incite pas Ã lâ??optimisme, quel que soit le contrecoup gÃ©nÃ©rÃ© par les rÃ©vÃ©lations de Pegasus.

Source : [Haaretz](#)

Traduction AFPS

Tags

1. NSO
2. Pegasus

date crÃ©Ã©e
2021/07/22